

## Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 31 décembre 2012

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la croissance devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse.

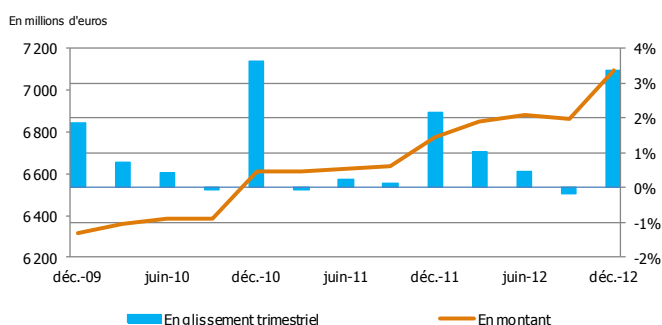
Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème ont remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflète l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

### DES INDICATEURS FINANCIERS EN PROGRESSION EN FIN D'ANNÉE

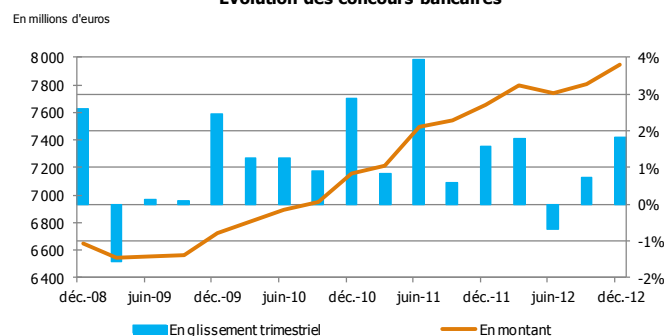
En dépit d'un contexte économique morose, **l'activité bancaire** résiste en fin d'année. **Les financements consentis à l'économie progressent de 1,8 %** au quatrième trimestre, à la faveur notamment du dynamisme de l'investissement immobilier des ménages (+ 2 %) et d'un redressement des crédits d'investissement aux entreprises (+ 4,3 %) et aux collectivités (+ 5,1 %). Sur un an, l'encours sain augmente de 3,7 %.

Après avoir marqué le pas au troisième trimestre 2012 (- 0,2 %), **la collecte d'épargne est également en hausse sensible** (+ 3,3 % sur trois mois et + 4,7 % sur un an), soutenue par la bonne performance des dépôts à vue (+ 5,6 %) et la croissance rapide de l'épargne que les ménages ont placé sur leurs livrets A (+ 5,7 %) et leurs livrets de développement durable (+ 17,4 %), profitant du relèvement des plafonds de ces produits.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI SE MAINTIENT

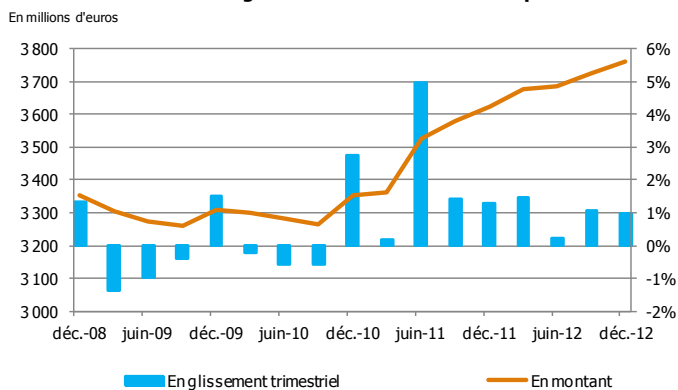
## Croissance modérée des crédits aux entreprises

L'encours de crédit porté par les entreprises de Guadeloupe est en croissance modérée (+ 36,4 millions €, soit + 1 %) au quatrième trimestre. Sur un an, l'encours des crédits consentis aux entreprises du département a augmenté de 136,6 millions € (+ 3,8 %) : c'est une évolution plus modérée qu'en 2011 (+ 8 %).

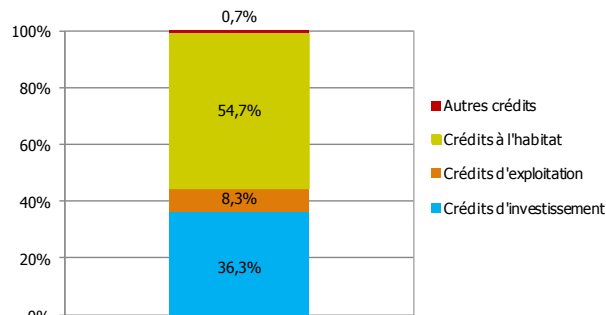
Après deux trimestres consécutifs de baisse, **les crédits d'investissements** aux entreprises se redressent en fin d'année avec une hausse de 4,3 % (+ 56,8 millions €) sur trois mois. Cette orientation favorable se retrouve dans les prévisions d'investissement plus optimistes exprimées en fin d'année par les chefs d'entreprises interrogés lors de l'enquête de conjoncture de l'Iedom. Néanmoins, sur un an, les crédits d'investissement s'inscrivent en recul de 2,1 %.

Le rythme de progression **des crédits immobiliers** s'essouffle en revanche en fin d'année (+ 1,5 % après + 4,1 % en septembre 2012). Sur douze mois, la croissance reste cependant soutenue (+ 9,3 %). **Les crédits d'exploitation** aux entreprises s'inscrivent en net repli (- 14,1 %), en raison notamment d'une forte contraction des comptes ordinaires débiteurs en fin d'année (- 22,8 %).

Évolution globale des crédits aux entreprises



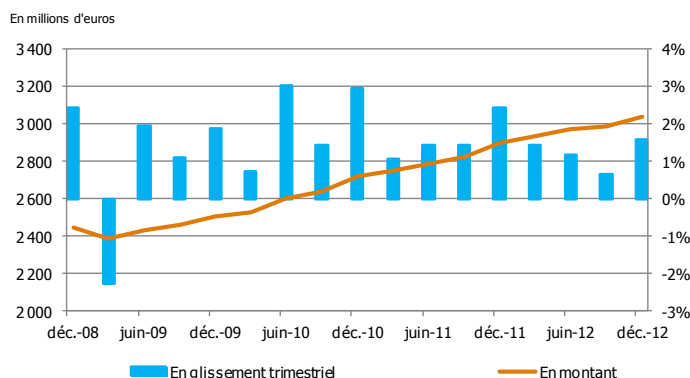
Répartition des crédits aux entreprises



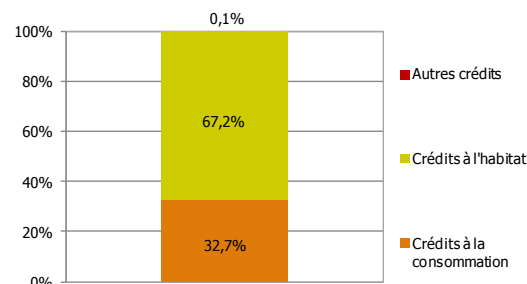
## Progression des crédits aux ménages

Au quatrième trimestre, l'encours sain **des crédits aux ménages** croît de 1,6 % (+ 47 millions €). En glissement annuel, l'encours progresse cependant plus modérément en 2012 qu'en 2011 et 2010 (respectivement + 4,9 %, + 6,5 % et + 8,4 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



**Le financement de l'investissement immobilier** des ménages enregistre une nouvelle hausse sur trois mois (+ 39,2 millions €, soit + 2 %), favorisé comme en métropole par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt. Sur un an, la croissance des crédits à l'habitat reste dynamique (+ 135,3 millions €, soit + 7,1 %). L'encours s'établit désormais à 2 milliards € et représente 67,2 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages guadeloupéens.

**Le financement de la consommation** des ménages progresse en revanche faiblement tant en rythme annuel (+ 0,5 %) que trimestriel (+ 7,3 millions €, soit + 0,7 %). Cette atonie va de pair avec l'essoufflement de la consommation observé en fin d'année, dans un contexte économique globalement morose : les ventes de véhicules neufs s'inscrivent ainsi en retrait de 4,8 % sur un an à fin décembre.

## Croissance soutenue des crédits aux collectivités

Les crédits alloués aux collectivités locales s'inscrivent en nette hausse au quatrième trimestre (+ 54,2 millions €, soit + 6,9 %). Des projets menés par la collectivité de Saint-Martin ou par certaines communes de Guadeloupe (Abymes notamment) ont contribué à cette dynamique. L'encours **des collectivités locales** atteint 839 millions € à fin décembre 2012 et représente 10,6 % de l'ensemble des crédits distribués aux agents économiques du département. Il s'agit presque exclusivement (96 %) de crédits d'investissement.

## Amélioration de la sinistralité en fin d'année

L'encours **des créances douteuses brutes** de la place bancaire locale diminue de 3,1 % (- 17,4 millions €) au quatrième trimestre. Mais cette amélioration de la sinistralité en fin d'année ne compense pas la hausse des trimestres précédents : sur un an, les créances douteuses brutes progressent de 5,3 % à 550 millions €. **Le taux de créances douteuses brutes** s'élève désormais à 7,8 %, en baisse de 0,4 point sur trois mois.

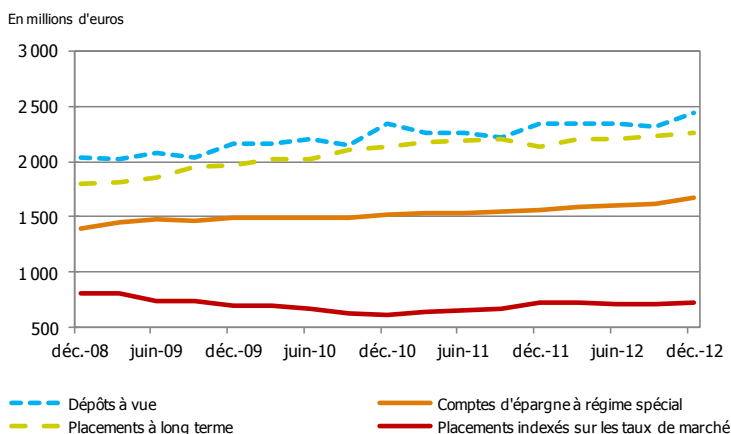
## UN DYNAMISME RÉEL DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours **des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe** se redresse au quatrième trimestre : il progresse de 3,3 % (+ 229,9 millions €) sur trois mois après avoir connu un léger repli au trimestre précédent (- 0,2 %). Ce taux est le plus élevé observé depuis décembre 2010.

Ce dynamisme se confirme en glissement annuel, l'encours progressant de 4,7 % (+ 317,4 millions €), à 7,1 milliards €.

L'évolution d'ensemble est essentiellement imputable à la bonne performance **des dépôts à vue** (+ 5,6 %). **Les placements liquides ou à court terme** affichent une accélération de leur rythme de progression (+ 2,8 %). L'épargne à long terme apparaît également mieux orientée, en hausse de 1,6 % sur le trimestre et de 5,6 % sur un an.

Évolution des principales composantes des actifs financiers

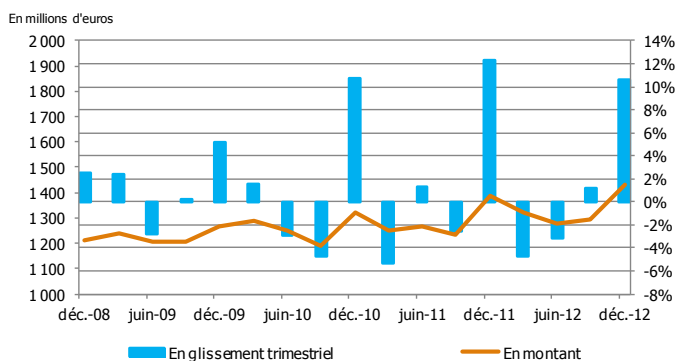


## Hausse marquée des placements des entreprises

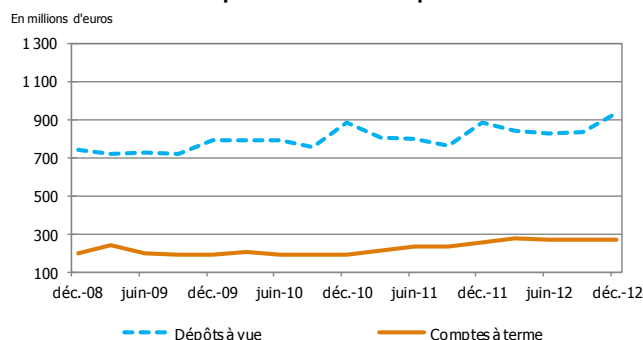
Après un premier semestre morose, **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** sont en nette hausse à la fin du quatrième trimestre (+ 137,7 millions €, soit + 10,6 %) et totalisent 1,4 milliard €. Ce dynamisme provient principalement de la forte augmentation **des dépôts à vue** (+ 104,5 millions €, soit + 12,5 %), ainsi que des placements liquides ou à court terme (+ 34,8 millions €, soit + 8,4 %).

La reprise de la croissance des placements indexés sur les taux de marché, déjà observée en septembre 2012, se confirme au quatrième trimestre : l'encours progresse de 8,8 %. En revanche, l'épargne à long terme demeure en retrait (- 3,2 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



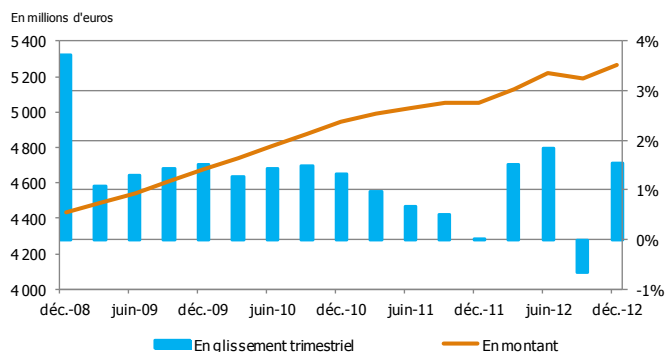
Évolution des principales composantes des placements des entreprises



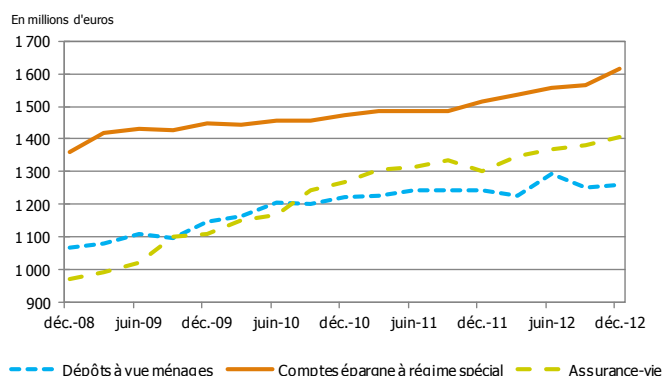
## Redressement de l'épargne des ménages

Après avoir enregistré un léger repli en septembre 2012 (- 0,7 %), les **placements des ménages** se redressent légèrement en fin d'année (+ 80,6 millions €, soit + 1,6 %). Sur un an, les placements des ménages ont augmenté de 216 millions €, soit + 4,3 % et totalisent 5,3 milliards € au 31 décembre 2012.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



**Les comptes d'épargne à régime spécial**, en net rebond (+ 3,2 %), bénéficient de la hausse soutenue des livrets A (+ 34,7 millions €, soit + 5,7 %) et des livrets de développement durable (+25,3 millions €, soit + 17,4 %), impactés tous deux par un relèvement de leur plafond en fin d'année.

**L'épargne à long terme** affiche également une progression, aussi bien sur trois mois (+ 1,7 %) que sur un an (+ 5,4 %). L'assurance-vie en particulier enregistre une collecte trimestrielle nette de 23,5 millions €.

Quoique positif, le taux de croissance **des dépôts à vue** des ménages est en revanche relativement faible (+ 0,7 %) et **les placements indexés sur les taux de marché** diminuent pour le troisième trimestre consécutif (- 6,8 %).

## Augmentation des placements des autres agents

**Les placements des autres agents** enregistrent un léger rebond au quatrième trimestre. L'encours, à 396,2 millions €, augmente de 3,0 % (+ 11,6 millions €) sur trois mois, tiré essentiellement par la hausse de 7,9 % des comptes à vue.

### MÉTHODOLOGIE

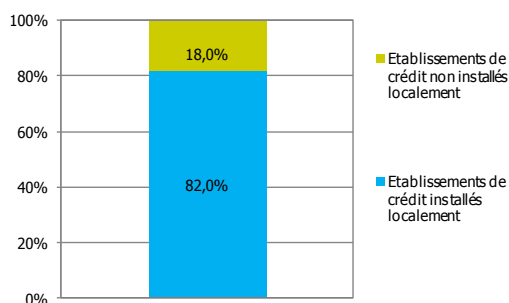
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

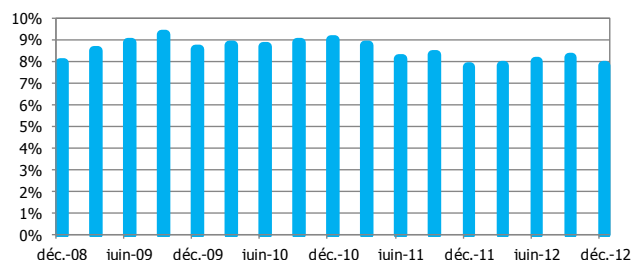
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	449,6	397,0	347,1	323,1	338,7	381,4	364,2	313,0	-3,1%	-14,1%
<i>Créances commerciales</i>	38,6	36,0	37,6	36,3	31,0	37,4	36,3	34,6	-4,6%	-4,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	200,9	175,3	145,8	130,7	141,3	157,7	154,1	137,8	5,4%	-10,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	45,6	42,5	39,9	37,2	37,0	35,6	34,8	35,2	-5,3%	1,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	182,6	160,7	131,5	126,9	137,6	158,4	149,7	115,5	-8,9%	-22,8%
<i>Affacturage</i>	27,6	25,0	32,2	29,2	28,8	27,9	24,1	25,1	-14,2%	4,0%
Crédits d'investissement	1 388,1	1 325,3	1 293,0	1 396,0	1 416,5	1 331,1	1 309,6	1 366,5	-2,1%	4,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 169,6	1 091,7	1 055,5	1 155,9	1 172,8	1 083,6	1 070,2	1 128,8	-2,3%	5,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	106,8	102,2	122,2	115,8	114,3	71,8	71,8	68,5	-40,8%	-4,7%
<i>Crédit-bail</i>	218,5	233,5	237,5	240,2	243,7	247,5	239,4	237,7	-1,1%	-0,7%
<i>Crédits à l'habitat</i>	1 495,9	1 569,2	1 692,3	1 879,5	1 895,0	1 944,8	2 024,5	2 055,2	9,3%	1,5%
<i>Autres crédits</i>	17,1	17,8	21,6	24,8	25,9	26,5	25,4	25,5	2,6%	0,1%
<b>Encours sain</b>	<b>3 350,8</b>	<b>3 309,3</b>	<b>3 354,0</b>	<b>3 623,5</b>	<b>3 676,1</b>	<b>3 683,7</b>	<b>3 723,7</b>	<b>3 760,1</b>	<b>3,8%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	921,2	903,4	951,5	989,2	983,3	988,6	986,4	993,7	0,5%	0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	835,3	829,4	874,7	910,0	902,4	908,9	906,4	918,0	0,9%	1,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	46,3	42,9	47,4	51,6	53,5	52,5	54,0	50,3	-2,4%	-6,8%
<i>Crédit-bail</i>	39,6	31,2	29,4	27,7	27,4	27,2	26,0	25,4	-8,1%	-2,2%
Crédits à l'habitat	1 520,7	1 602,8	1 764,9	1 903,7	1 949,4	1 978,2	1 999,8	2 039,0	7,1%	2,0%
Autres crédits	2,2	1,5	1,5	2,0	3,3	3,4	3,2	3,7	88,6%	16,6%
<b>Encours sain</b>	<b>2 444,1</b>	<b>2 507,8</b>	<b>2 717,9</b>	<b>2 894,8</b>	<b>2 935,9</b>	<b>2 970,2</b>	<b>2 989,3</b>	<b>3 036,3</b>	<b>4,9%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	17,7	7,6	8,7	28,9	75,1	15,9	13,3	28,6	-1,2%	115,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	16,5	7,4	8,3	11,7	11,4	13,9	11,3	17,2	47,2%	51,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	1,2	0,2	0,4	17,3	63,8	2,0	1,9	11,4	-33,9%	488,9%
Crédits d'investissement	634,3	660,1	740,7	782,7	778,5	735,7	763,0	802,3	2,5%	5,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	633,6	659,5	740,3	782,5	778,3	735,6	762,9	802,2	2,5%	5,1%
<i>Autres crédits</i>	13,0	12,3	11,6	9,6	9,3	9,0	8,8	8,5	-11,2%	-3,5%
<b>Encours sain</b>	<b>665,0</b>	<b>680,0</b>	<b>761,1</b>	<b>821,2</b>	<b>863,0</b>	<b>760,7</b>	<b>785,2</b>	<b>839,4</b>	<b>2,2%</b>	<b>6,9%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>190,6</b>	<b>224,5</b>	<b>320,0</b>	<b>320,5</b>	<b>323,0</b>	<b>330,0</b>	<b>304,0</b>	<b>309,7</b>	<b>-3,4%</b>	<b>1,9%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>6 650,5</b>	<b>6 721,5</b>	<b>7 153,0</b>	<b>7 660,0</b>	<b>7 798,0</b>	<b>7 744,6</b>	<b>7 802,2</b>	<b>7 945,6</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,8%</b>
<i>dont ECNIL</i>	738,4	1 239,0	1 277,8	1 403,1	1 418,1	1 401,1	1 405,3	1 430,3	1,9%	1,8%
Créances douteuses brutes	564,1	575,0	666,4	601,7	619,4	603,1	629,6	612,0	1,7%	-2,8%
<i>dont ECIL</i>	508,2	510,7	580,8	522,9	540,6	552,2	567,8	550,4	5,3%	-3,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	210,8	232,4	305,1	242,5	252,1	225,5	244,4	233,6	-3,7%	-4,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	137,8	160,6	225,8	182,2	194,4	169,0	169,6	164,6	-9,7%	-3,0%
<i>(dt) Ménages</i>	72,4	67,2	58,0	49,4	48,4	55,6	53,1	48,4	-2,0%	-8,8%
<i>Provisions</i>	353,3	342,7	361,3	359,1	367,2	377,6	385,2	378,5	5,4%	-1,8%
<b>Encours brut total</b>	<b>7 214,6</b>	<b>7 296,6</b>	<b>7 819,4</b>	<b>8 261,7</b>	<b>8 417,4</b>	<b>8 347,8</b>	<b>8 431,8</b>	<b>8 557,6</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,5%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	7,8%	7,9%	8,5%	7,3%	7,4%	7,2%	7,5%	7,2%	-0,1pt(s)	-0,3pt(s)
<i>dont ECIL</i>	7,9%	8,5%	9,0%	7,7%	7,8%	8,0%	8,2%	7,8%	0,1pt(s)	-0,4pt(s)
<i>Taux de provisionnement</i>	62,6%	59,6%	54,2%	59,7%	59,3%	62,6%	61,2%	61,8%	2,2pt(s)	0,7pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 209,5</b>	<b>1 268,2</b>	<b>1 319,8</b>	<b>1 386,0</b>	<b>1 320,3</b>	<b>1 278,8</b>	<b>1 293,3</b>	<b>1 431,0</b>	<b>3,2%</b>	<b>10,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>741,2</b>	<b>793,1</b>	<b>884,6</b>	<b>886,3</b>	<b>844,0</b>	<b>829,0</b>	<b>832,6</b>	<b>937,0</b>	<b>5,7%</b>	<b>12,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>424,5</b>	<b>427,1</b>	<b>381,7</b>	<b>456,0</b>	<b>420,7</b>	<b>398,3</b>	<b>412,7</b>	<b>447,5</b>	<b>-1,9%</b>	<b>8,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1,2	2,5	4,0	5,9	1,8	3,6	4,7	3,5	-41,0%	-25,2%
Placements indexés sur les taux de marché	423,4	424,6	377,7	450,1	418,9	394,7	408,1	444,0	-1,4%	8,8%
<i>dont comptes à terme</i>	198,7	191,9	195,6	258,0	275,8	270,7	268,3	273,4	6,0%	1,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	172,5	192,1	144,2	147,5	107,4	80,3	102,1	123,1	-16,6%	20,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	52,1	40,5	37,9	44,5	35,6	43,6	37,5	47,5	6,7%	26,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>43,8</b>	<b>47,9</b>	<b>53,5</b>	<b>43,7</b>	<b>55,6</b>	<b>51,5</b>	<b>48,0</b>	<b>46,4</b>	<b>6,2%</b>	<b>-3,2%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	22,1	20,5	28,2	22,9	25,5	24,4	19,4	18,4	-19,5%	-5,1%
<b>Ménages</b>	<b>4 436,608</b>	<b>4 677,512</b>	<b>4 941,858</b>	<b>5 050,260</b>	<b>5 127,128</b>	<b>5 221,128</b>	<b>5 186,002</b>	<b>5 266,642</b>	<b>4,3%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 067,0</b>	<b>1 147,0</b>	<b>1 223,4</b>	<b>1 241,2</b>	<b>1 225,1</b>	<b>1 294,6</b>	<b>1 251,6</b>	<b>1 260,0</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 632,1</b>	<b>1 628,7</b>	<b>1 658,3</b>	<b>1 272,8</b>	<b>1 771,2</b>	<b>1 787,2</b>	<b>1 778,1</b>	<b>1 814,0</b>	<b>5,0%</b>	<b>2,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 361,4	1 448,8	1 472,8	1 515,0	1 537,3	1 555,2	1 566,6	1 616,8	6,7%	3,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	594,5	620,7	619,7	619,5	628,3	632,5	639,1	630,7	1,8%	-1,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	439,0	507,3	536,3	578,6	593,0	604,6	609,6	644,3	11,4%	5,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,8	15,4	15,2	14,9	14,5	14,6	14,7	14,9	0,2%	1,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	72,5	60,7	53,8	49,5	47,0	47,4	47,4	46,1	-7,0%	-2,7%
<i>dont livrets de développement durable</i>	130,5	134,8	136,7	141,1	143,8	145,4	145,6	170,9	21,2%	17,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,1	109,9	111,2	111,4	110,8	110,7	110,2	110,0	-1,3%	-0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	270,8	179,9	185,5	212,9	233,9	232,0	211,5	197,2	-7,4%	-6,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	197,3	118,5	133,6	169,6	195,1	193,3	178,0	164,9	-2,8%	-7,4%
<i>dont bons de caisse</i>	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	-7,4%	-1,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	72,6	60,6	51,2	42,5	38,0	38,0	32,7	31,6	-25,6%	-3,4%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 737,5</b>	<b>1 901,8</b>	<b>2 060,1</b>	<b>2 081,3</b>	<b>2 130,8</b>	<b>2 139,4</b>	<b>2 156,3</b>	<b>2 192,6</b>	<b>5,4%</b>	<b>1,7%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	445,5	443,7	446,0	449,6	448,6	449,7	447,5	457,1	1,7%	2,1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	84,2	81,7	76,8	71,2	70,8	69,9	69,2	69,7	-2,1%	0,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	7,0	6,7	6,0	6,0	5,7	5,6	5,8	5,5	-9,2%	-5,6%
<i>dont portefeuille titre</i>	146,3	181,0	186,3	181,3	193,7	184,9	190,7	192,4	6,1%	0,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	81,8	81,2	76,4	72,4	62,9	59,8	60,2	61,3	-15,2%	2,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	972,7	1 107,6	1 268,5	1 300,7	1 349,1	1 369,5	1 383,0	1 406,5	8,1%	1,7%
<b>Autres agents</b>	<b>390,6</b>	<b>367,0</b>	<b>350,7</b>	<b>340,1</b>	<b>398,1</b>	<b>377,3</b>	<b>384,6</b>	<b>396,2</b>	<b>16,5%</b>	<b>3,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>226,9</b>	<b>221,7</b>	<b>229,5</b>	<b>217,1</b>	<b>267,4</b>	<b>223,8</b>	<b>223,1</b>	<b>240,7</b>	<b>10,9%</b>	<b>7,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>146,2</b>	<b>131,3</b>	<b>99,2</b>	<b>109,4</b>	<b>113,0</b>	<b>134,9</b>	<b>142,3</b>	<b>136,0</b>	<b>24,3%</b>	<b>-4,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	29,2	42,1	41,2	44,5	45,7	48,0	49,7	55,2	24,0%	11,0%
Placements indexés sur les taux de marché	117,0	89,2	58,1	64,9	67,3	86,9	92,6	80,8	24,6%	-12,7%
<i>dont comptes à terme</i>	73,8	55,0	20,5	47,8	39,4	56,0	69,3	60,3	26,2%	-13,0%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>17,5</b>	<b>13,9</b>	<b>21,9</b>	<b>13,7</b>	<b>17,7</b>	<b>18,6</b>	<b>19,2</b>	<b>19,5</b>	<b>42,8%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 036,7</b>	<b>6 312,7</b>	<b>6 612,3</b>	<b>6 776,4</b>	<b>6 845,5</b>	<b>6 877,2</b>	<b>6 863,9</b>	<b>7 093,8</b>	<b>4,7%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 035,0</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2 337,5</b>	<b>2 344,6</b>	<b>2 336,5</b>	<b>2 347,4</b>	<b>2 307,3</b>	<b>2 437,7</b>	<b>4,0%</b>	<b>5,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 202,9</b>	<b>2 187,2</b>	<b>2 136,3</b>	<b>2 290,3</b>	<b>2 302,1</b>	<b>2 317,7</b>	<b>2 330,2</b>	<b>2 394,4</b>	<b>4,5%</b>	<b>2,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 391,7	1 493,5	1 515,0	1 562,4	1 582,1	1 604,0	1 618,0	1 672,3	7,0%	3,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	616,9	646,0	649,8	647,6	657,4	664,4	672,1	667,6	3,1%	-0,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	442,0	516,8	548,3	597,9	608,8	621,4	627,9	662,7	10,8%	5,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,8	15,4	15,2	14,9	14,5	14,6	14,7	14,9	0,2%	1,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	72,5	60,7	53,8	49,5	47,0	47,4	47,4	46,1	-7,0%	-2,7%
<i>dont livrets de développement durable</i>	130,5	134,8	136,8	141,1	143,9	145,4	145,6	171,0	21,1%	17,4%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	109,1	109,9	111,2	111,4	110,9	110,8	110,3	110,0	-1,3%	-0,2%
Placements indexés sur les taux de marché	811,2	693,7	621,3	727,8	720,0	713,7	712,1	722,0	-0,8%	1,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	469,7	365,4	349,7	475,4	510,3	520,0	515,6	498,5	4,9%	-3,3%
<i>dont bons de caisse</i>	1,3	1,2	1,9	1,9	1,7	1,4	1,4	1,4	-22,4%	1,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	52,1	40,5	37,9	44,5	35,6	43,6	37,5	47,5	6,7%	26,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	288,1	286,7	231,8	206,1	172,4	148,6	157,5	174,6	-15,3%	10,8%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>1 798,802</b>	<b>1 963,633</b>	<b>2 135,563</b>	<b>2 138,642</b>	<b>2 204,120</b>	<b>2 209,407</b>	<b>2 223,467</b>	<b>2 258,579</b>	<b>5,6%</b>	<b>1,6%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	445,479	443,663	446,3	449,9	448,9	450,0	447,8	457,4	1,7%	2,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	84,208	81,664	76,9	71,3	70,8	69,9	69,2	69,7	-2,1%	0,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,985	6,700	6,0	6,0	5,7	5,6	5,8	5,5	-9,2%	-5,6%
<i>dont actions</i>	49,396	61,994	67,9	64,7	59,6	52,5	52,9	53,4	-17,5%	0,9%
<i>dont obligations</i>	125,429	153,401	153,1	144,4	172,7	167,6	175,7	176,5	22,2%	0,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	114,454	108,509	116,7	101,6	97,1	94,1	89,1	89,6	-11,9%	0,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	972,851	1 107,702	1 268,6	1 300,8	1 349,2	1 369,6	1 383,1	1 406,6	8,1%	1,7%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : C. APANON  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : mars 2013